CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.896
7 mars 2002

FRANÇAIS

COMPTE RENDU DÉFINITIF DE LA HUIT CENT QUATRE-VINGT-SEIZIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue au Palais des Nations, à Genève
le jeudi 7 mars 2002, à 10 h 15

Président: M. Fisseha Yimer (Éthiopie)

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je déclare ouverte la 896^e séance plénière de la Conférence du désarmement.

Tout d'abord, j'aimerais souhaiter une cordiale bienvenue, au nom de la Conférence et à titre personnel, au Ministre roumain de la défense nationale, S. E. M. Ioan Mircea Pascu, qui prendra la parole devant la Conférence. Sa présence parmi nous aujourd'hui contribuera sans aucun doute aux efforts que nous faisons pour élaborer un accord sur le programme de travail de la Conférence. Je suis sûr que sa déclaration sera suivie avec une grande attention et un vif intérêt.

Je saisis cette occasion pour souhaiter la bienvenue aux représentantes d'organisations non gouvernementales qui assistent aujourd'hui à nos débats. Comme vous le savez, nous célébrons demain la Journée internationale de la femme. Pour marquer cet événement, selon la coutume bien établie, les participantes au séminaire organisé à cette occasion ont adressé un message à la Conférence. Je suis certain que la Conférence se joint à moi pour exprimer nos meilleurs vœux à toutes les femmes présentes aujourd'hui ainsi que notre reconnaissance pour leur engagement constant en faveur de la paix et du désarmement et enfin pour l'intérêt qu'elles portent à nos travaux.

Je donne maintenant la parole à S. E. M. Ioan Mircea Pascu, Ministre de la défense nationale de la Roumanie.

M. PASCU (Roumanie) (traduit de l'anglais): Je vous remercie tous pour l'occasion qui m'est donnée de prendre la parole à la Conférence du désarmement. Je suis chercheur et durant mes premières années de travail j'ai étudié les travaux de votre instance. En ce temps-là, j'étais un simple observateur et, pour être franc, je n'imaginai pas qu'un jour je ferais ici une déclaration. Je vous remercie donc sincèrement de m'en donner la possibilité, dont je suis sincèrement reconnaissant.

Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, de vous féliciter pour votre accession à la présidence de la Conférence. Je tiens à vous assurer, ainsi que ceux qui vous succéderont tout au long de la présente session annuelle, du soutien sans faille de la délégation roumaine. Je saisis cette occasion pour féliciter vos prédécesseurs des efforts intenses et constructifs qu'ils ont déployés en vue de faire avancer les travaux de la Conférence ainsi que de la décision de désigner à nouveau trois coordonnateurs spéciaux pour les questions de procédure.

Je voudrais également exprimer une reconnaissance particulière à M. Vladimir Petrovsky, qui a pris récemment sa retraite après presque 10 ans au poste de Secrétaire général de la Conférence. Son nom restera étroitement lié aux réalisations passées de la Conférence du désarmement, notamment la conclusion des négociations relatives au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. J'adresse aussi des remerciements tout particuliers à M. Enrique Román-Morey, Secrétaire général adjoint, ainsi qu'aux autres membres du secrétariat pour le soutien constant, compétent et inestimable qu'ils apportent à la Conférence.

L'année passée a été particulièrement difficile pour le désarmement multilatéral et pour le processus de non-prolifération, tout spécialement s'agissant des régimes relatifs aux armes de

destruction massive, à cause, entre autres, de l'évolution rapide de la situation sur le plan de la sécurité et de la stabilité internationales.

L'établissement d'un régime de vérification du respect de la Convention sur les armes biologiques s'est révélé être plus difficile qu'on ne l'envisageait il y a cinq ans et ce malgré les efforts importants faits par les délégations au sein du Groupe spécial. La suspension, l'année dernière, de la Conférence d'examen de la Convention offre aux États parties une période de réflexion plus que nécessaire. Une réflexion sérieuse et responsable s'impose sur les moyens d'aller de l'avant dans cette voie et d'établir, aux niveaux multilatéral, international et national, un ensemble de mesures équilibrées et interdépendantes susceptibles d'assurer la mise en œuvre complète de la Convention.

Il me semble clair que la complexité de la question des armes biologiques et les intérêts des États parties sur le plan socioéconomique et celui de la sécurité nationale exigent une démarche bien plus large, allant au-delà d'un accord sur un instrument juridique autonome de vérification du respect de la Convention. Un tel instrument doit s'inscrire dans un ensemble d'autres accords internationaux multilatéraux conclus et fonctionnant hors du cadre du désarmement.

Les attentats effroyables perpétrés contre les États-Unis ont marqué l'émergence d'un terrorisme nouveau, tout particulièrement d'un terrorisme soutenu par des États, et sa transformation en une menace réelle et dangereuse à l'échelle mondiale qui affecte la sécurité de tous les membres de la communauté internationale, y compris celle de mon pays.

Alors que les organisations et réseaux terroristes ont élargi leur action sur le plan mondial et utilisent les technologies les plus avancées pour leurs opérations, la non-prolifération des armes de destruction massive parmi les groupes terroristes est devenue un objectif d'importance majeure pour nous tous.

J'ai choisi de commencer cette analyse des événements dans le contexte actuel de la sécurité internationale en prenant pour axe les questions relatives à la Convention sur les armes biologiques et la menace terroriste mondiale, ayant à l'esprit l'aboutissement rapide et spectaculaire des efforts faits pour établir une coalition internationale contre le terrorisme. La Roumanie est entrée dans cette coalition immédiatement après les attentats du 11 septembre 2001 et a cherché dès ce moment à y apporter une contribution fiable et responsable.

La coalition internationale est la démonstration patente d'une grande solidarité, d'une grande coopération et d'une grande volonté politique internationales fondées sur les efforts conjugués des États pour prendre très rapidement des mesures spécifiques applicables au plan international et au plan national. Il s'agit là d'une importante leçon à retenir à l'approche d'un accord sur un régime multilatéral international de mise en œuvre de la Convention sur les armes biologiques ou de tous autres instruments de désarmement.

Le temps est venu de rapprocher le processus de désarmement et de non-prolifération des armes des autres domaines de la diplomatie multilatérale et le faire avancer de pair avec les évolutions rapides qu'entraîne la mondialisation.

Cela m'amène au cadre juridique actuel des accords multilatéraux de désarmement et de non-prolifération qui ont fourni pendant des décennies les moyens de maintenir durablement la paix et la sécurité. La plupart d'entre eux, sinon tous, ont apporté une contribution concrète à la sécurité mondiale lors de leur adoption et de leur entrée en vigueur. Chacun d'entre eux a jeté les bases nécessaires à la négociation et à l'adoption d'autres accords de désarmement multilatéraux. Voilà après tout l'essence du processus de désarmement, presque toujours lent et parfois douloureux.

La Roumanie est fermement attachée aux accords multilatéraux de désarmement et de non-prolifération négociés aux niveaux mondial et régional. Elle continuera à exécuter de bonne foi les obligations qu'elle a contractées en vertu des régimes juridiques auxquels elle est partie. Mon pays est partie à tous les plus grands traités internationaux multilatéraux régissant la question relative à la non-prolifération des armes de destruction massive, ainsi qu'à la Convention d'Ottawa, au Traité sur le régime «Ciel ouvert», au Traité FCE et à d'autres accords régionaux multilatéraux et bilatéraux établissant des mesures de confiance et de sécurité.

Notre attachement à la sécurité collective est inconditionnel et nous ne saurions nous solidariser avec ceux qui cherchent à abandonner le multilatéralisme en matière de sécurité internationale. L'histoire du désarmement montre que l'évolution de la situation peut saper l'utilité d'un instrument international – en pareil cas, il incombe à la communauté internationale d'assumer ses responsabilités et de remplacer l'instrument en question par des accords de nature à dissiper les inquiétudes présentes et à venir de l'ensemble de ses membres en matière de sécurité. En conséquence, il nous paraît judicieux de renforcer les accords existants voire de les adapter, eu égard aux réalités présentes, tout en demeurant résolu dans nos efforts pour négocier et conclure de nouveaux accords multilatéraux de désarmement.

Le respect responsable et l'exécution stricte des obligations contractées sont les préalables indispensables d'un climat sain, propice à la négociation de nouveaux accords collectifs de sécurité ou de l'adaptation des textes existants. L'adhésion universelle doit demeurer un objectif constant en ce qui concerne les accords multilatéraux actuellement en vigueur.

Récemment, de nombreux orateurs illustres s'exprimant devant la Conférence, instance multilatérale unique de négociation sur le désarmement, la non-prolifération et la limitation des armements, ont mis l'accent sur les événements positifs de l'année dernière. La décision d'étendre la portée de la Convention sur certaines armes classiques aux conflits armés n'ayant pas un caractère international et la récente entrée en vigueur du Traité sur le régime «Ciel ouvert» sont de réels pas en avant et la Roumanie continuera à prendre une part active à l'application de ces instruments.

Cette année, la Roumanie ratifiera l'amendement de l'article premier de la Convention sur certaines armes classiques ainsi que les Protocoles II et IV annexés à cette Convention. Elle poursuivra sa contribution active au processus d'Ottawa au cours de la période précédant l'expiration des premiers délais fixés pour la mise en œuvre intégrale des dispositions de l'article 4. Nous sommes prêts à contribuer à la mise en œuvre du Traité sur le régime «Ciel ouvert», forts d'une longue expérience acquise au cours d'une décennie d'application de l'accord bilatéral entre la Roumanie et la Hongrie ainsi que de la pratique de nombreux vols d'essai réalisés avec nos voisins et d'autres pays.

Nous reconnaissons également la contribution importante apportée à la sécurité multilatérale par les accords bilatéraux visant à réduire les armements nucléaires stratégiques offensifs et nous nous félicitons de la décision récente des Présidents des États-Unis et de la Russie d'engager des pourparlers en vue d'opérer des réductions importantes des armements existants. Il s'agit, à notre avis, d'un événement positif qui souligne, une fois encore, la responsabilité particulière qu'ont les États dotés d'armes nucléaires d'améliorer la sécurité internationale et la stabilité stratégique.

Tout en soulignant ces résultats positifs, je veux appeler votre attention sur le fait que tout cela a été réalisé hors de la Conférence du désarmement.

Au cours de ces trois dernières années, la Conférence n'a pas été à la hauteur de sa tâche principale et la persistance de l'état actuel des choses ne peut avoir qu'un effet néfaste sur l'autorité de cette instance multilatérale unique. Des efforts importants ont néanmoins été faits – preuve en sont les nombreuses propositions émanant de la présidence visant à aplanir les désaccords au sujet des questions à inscrire au programme de travail. À l'issue de cet exercice stérile, long et frustrant, l'ouverture de négociations sur un traité visant l'arrêt de la production de matières fissiles est toujours un vœu pieux, des années après l'adoption du mandat établi par l'Ambassadeur Shannon et quelques semaines avant la première session du Comité préparatoire de la Conférence d'examen du TNP de 2005.

L'adoption rapide de la décision sur la désignation de trois nouveaux coordonnateurs spéciaux pour les questions de procédure est un signe encourageant, mais ne saurait remplacer les travaux de fond sur les points du programme de travail, qui restent la tâche principale de cette instance.

La position roumaine n'a pas changé depuis l'année dernière et la reprise des négociations sur un traité visant l'arrêt de la production de matières fissiles demeure la priorité de notre délégation. Nous ne souhaitons pas – c'est là une question de principe – que des liens soient établis entre les points du programme de travail.

S'agissant des propositions concernant le programme de travail contenues dans le document CD/1624 établi au cours de la présidence de l'Ambassadeur du Brésil, M. Amorim, nous restons souples. Comme beaucoup d'autres délégations, nous pouvons les accepter en l'état.

Ma délégation est prête à participer à un débat sur la transparence dans le domaine des armements, point du programme de travail qui n'est pas controversé. Nous vivons une époque où la multiplication des conflits et crises internes suscite et consolide des menaces nouvelles, qui se présentent la plupart du temps sous une forme complexe alliant terrorisme, purification ethnique, criminalité organisée et trafic d'armes. L'expérience passée et récente montre que les catégories des personnes les plus affectées sont les populations civiles ainsi que le personnel chargé de l'aide humanitaire ou du maintien de la paix.

Au vu de la situation internationale actuelle, il est impératif que la Conférence reprenne le débat sur cette question afin de préparer le terrain pour des instruments internationaux qui soient axés sur la modération et la responsabilité des producteurs et des utilisateurs tout en établissant une sécurité égale et non diminuée au plus bas niveau d'armement possible.

Je saisis cette occasion pour engager vivement toutes les délégations à communiquer plus régulièrement des données pour le Registre des armes classiques de l'ONU et à participer à l'établissement de rapports standard sur les questions militaires ainsi qu'à l'effort de transparence en matière de dépenses militaires, conformément aux résolutions 56/14 et 56/24 Q de l'Assemblée générale des Nations Unies. Nous pensons que la Conférence doit commencer immédiatement des travaux de fond sur les points dits non controversés tout en continuant ses consultations en vue d'arriver à une solution consensuelle pour les autres points.

Nous sommes tous conscients que la Conférence du désarmement est un baromètre fiable, sensible à l'évolution de la sécurité internationale et au climat politique qui prévaut entre les acteurs clefs de la scène internationale. La Roumanie, comme beaucoup d'autres membres de la Conférence, est venue participer à la présente session annuelle avec beaucoup d'espoir quant aux progrès susceptibles de faire sortir cette instance de l'impasse où elle se trouve depuis trop longtemps.

Notre délégation persiste à croire en l'avenir du désarmement multilatéral et dans le concours que la Conférence peut apporter à la paix et la sécurité internationales. Nous travaillerons en étroite collaboration avec les autres délégations à cette fin.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je remercie le Ministre de la défense nationale de la Roumanie pour sa déclaration et pour les aimables paroles qu'il a eues à l'endroit de la présidence.

J'invite maintenant le Secrétaire général adjoint, M. Enrique Román-Morey, à nous lire le message adressé à la Conférence par le séminaire tenu à l'occasion de la Journée internationale de la femme.

M. ROMÁN-MOREY (Secrétaire général adjoint de la Conférence du désarmement) (traduit de l'anglais): Avant de satisfaire à l'honneur qui m'est conféré de donner lecture du message adressé à la Conférence du désarmement par le séminaire tenu à l'occasion de la Journée internationale de la femme, qu'il me soit permis de présenter, au nom du secrétariat, et à titre personnel, nos vœux les plus sincères à toutes les femmes à la veille de la Journée internationale de la femme, qui sera célébrée demain 8 mars 2002.

Je donne à présent lecture du message:

«Mesdames et Messieurs les membres de la Conférence, les participantes au séminaire tenu à l'occasion de la Journée internationale de la femme vous remercient de la possibilité qui leur est offerte de s'adresser à vous. Cette Journée, qui sera célébrée demain 8 mars, trouve ses racines dans la lutte séculaire des femmes pour le droit de prendre une part égale à celle des hommes dans les décisions qui déterminent les conditions économiques et sociales de notre société et celles qui concernent la guerre et la paix. Depuis des décennies, les femmes, particulièrement celles qui vivent dans des régions théâtres de conflits, sont de plus en plus conscientes que la paix et le désarmement sont indispensables à l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail ainsi qu'à la réalisation de l'égalité des sexes. Elles considèrent qu'il faut en passer par le désarmement pour réduire les conflits, prévenir la guerre et dégager les ressources qui rendront possible

l'amélioration des conditions économiques et sociales pour elles-mêmes, leurs familles et leurs collectivités.

Les hommes et les femmes ont besoin d'un environnement stable et sûr et y ont droit; les femmes et en particulier leurs enfants ont besoin de ressources pour mettre pleinement en valeur leur potentiel. La réalisation de ce potentiel permettra à son tour de renforcer la sécurité et la stabilité pour tous en contribuant davantage encore à la richesse des nations. C'est dans cet esprit qu'a été conçu le présent message.

Quand nous nous sommes adressées à la Conférence le 8 mars de l'année dernière, nous pensions que vous parviendriez à faire sortir la Conférence de l'impasse dans laquelle elle se trouvait depuis des années. Nous étions persuadées que les conditions étaient telles qu'il vous serait possible d'aller de l'avant avec le plan de travail établi dans le document CD/1624 du 24 août 2000 – la proposition Amorim. Nous sommes très déçues et profondément préoccupées, car aujourd'hui, une année après, la Conférence est toujours au point mort. D'après ce que nous avons lu et entendu alors et aujourd'hui, vous êtes convenus que le document CD/1624 offre un bon point de départ pour des consultations sur les pourparlers et les négociations à mener concernant le désarmement. Pourquoi donc cette stagnation persiste-t-elle alors qu'il faut de toute évidence procéder à des pourparlers et de véritables négociations sur le désarmement nucléaire, sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, sur un traité visant l'arrêt de la production de matières fissiles ainsi que sur un programme global de désarmement? La Conférence doit une réponse à la société civile. La question du désarmement nous concerne tous et non pas seulement les gouvernements et les fonctionnaires. La qualité de notre sécurité nous concerne tous et le droit d'être informé est un droit démocratique qui appartient à tous.

Suite aux événements terribles du 11 septembre, la communauté internationale s'est ralliée aux États-Unis dans leur action contre le terrorisme. Cette réaction collective a suscité l'espoir d'un retour aux efforts multilatéraux de désarmement. Hélas, c'est l'inverse qui s'est produit: la réponse au terrorisme a d'abord été militaire, aboutissant à une demande d'augmentation des dépenses militaires dans le but de mettre au point et de produire davantage d'armes plus perfectionnées; l'insistance sur l'idée d'élaborer un système de défense antimissile risque de déclencher une nouvelle course aux armements et de saper un traité de désarmement déjà ancien. Un armement sophistiqué ne peut pas nous protéger contre des actes terroristes d'un genre nouveau. Peut-être qu'une meilleure utilisation et un meilleur partage des ressources, de nature à améliorer la vie des gens, seraient un moyen plus efficace d'éliminer le terrorisme.

S'adressant au Symposium des Nations Unies sur le terrorisme et le désarmement à New York en octobre dernier, M. Jayantha Dhanapala, Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement, a appelé à une stratégie de désarmement commune pour relever le défi mondial de l'élimination du terrorisme. Il a souligné que la sécurité basée sur l'armement avait pour effet de perpétuer un système de valeurs au plan international qui était déplorable et d'augmenter les stocks d'armes, partant, d'accroître le danger de voir ces armes se retrouver dans les mains d'individus échappant à l'autorité des États et de seigneurs de la guerre, avec des conséquences calamiteuses. L'accroissement du nombre

(M. Román-Morey, Secrétaire général adjoint
de la Conférence du désarmement)

et le perfectionnement des armes et des systèmes de défense coûteux ne nous protégeraient pas du terrorisme. De même, la dérogation aux droits fondamentaux de l'homme ne saurait être justifiée par le combat contre le terrorisme. Les normes de désarmement et de non-prolifération contribuaient à la bataille contre le terrorisme. M. Dhanapala a encore insisté sur l'idée que les expédients ne devaient pas nous conduire à un compromis sur ces normes car cela ferait en fin de compte le lit du terrorisme, comme nous l'avions vu suite à la guerre froide.

Tout dans le monde exige que tous les États en général et les États membres de la Conférence en particulier travaillent ensemble pour empêcher l'émergence d'une nouvelle course aux armements. Notre planète ne peut pas le supporter. Financièrement, nous avons à peine les moyens de mettre en œuvre en toute sécurité la destruction des armements pour laquelle nous sommes parvenus à un accord. Ne faisons donc pas en sorte d'en acquérir de nouveaux.

Nous sommes préoccupées par la volonté de dénoncer des instruments jugés obsolètes, tels que le Traité ABM, et le refus de ratifier des traités négociés avec patience sur de longues périodes, tels que le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Nous sommes profondément déçues que les longues négociations sur un protocole destiné à renforcer la Convention sur les armes biologiques n'aient pas abouti.

Nous craignons que l'incapacité de la Conférence du désarmement à mettre fin à cette situation et à entamer de véritables pourparlers et négociations conformément à un programme de travail généralement acceptable ait des répercussions très négatives sur le processus d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Nous craignons qu'il soit devenu impossible à la Conférence du désarmement de remplir son mandat. Quel serait donc l'avenir du désarmement? Quel serait l'avenir de cette instance de négociation? Nous savons que la Conférence et les organes qui l'ont précédée ont connu des périodes d'immobilité. Cependant, cela n'excuse en rien le manque d'activité actuel, alors que les conflits se multiplient et les armes tuent des milliers de civils innocents, que des secteurs de population sont massacrés, que des mines antipersonnel encore enfouies dans le sol continuent à mutiler et que la crainte de l'utilisation d'armes de destructions massives par des acteurs autres que des États continue à augmenter. Nous comprenons pleinement que la Conférence du désarmement est une instance de négociation, mais nous ne devons pas oublier pour autant que, par son essence même, elle traite de questions très humaines et humanitaires. Sachant le sort fait aux femmes dans ces nombreux conflits, comment ne pas être impatientes de ce qui nous paraît être une absence de tout sentiment d'urgence face à la nécessité de s'attaquer aux questions de désarmement et de non-prolifération dans l'intérêt de l'humanité toute entière.

Cela dit, nous sommes d'accord avec les délégations à la Conférence qui, tout en déplorant la situation actuelle d'immobilité de cette instance, ont qualifié de positifs les progrès réalisés en ce qui concerne la limitation et la non-prolifération des armes légères et de petit calibre ainsi que des mines antipersonnel et la mise en œuvre de la Convention sur les armes chimiques. Il est pour nous encourageant de voir que les gouvernements

(M. Román-Morey, Secrétaire général adjoint de la Conférence du désarmement)

entendent continuer à travailler au renforcement de la Convention sur les armes biologiques et du TNP.

Nous notons avec satisfaction que la Conférence a décidé une fois encore de désigner des coordonnateurs spéciaux pour les questions du réexamen de l'ordre du jour de la Conférence, de l'élargissement de l'instance et de l'amélioration et de l'efficacité de son fonctionnement. Un ordre du jour établi en 1978 peut après tout avoir besoin d'être mis à jour. Pour ce qui est de l'amélioration et de l'efficacité du fonctionnement de la Conférence, nous espérons que la question de la place des organisations non gouvernementales à la Conférence du désarmement sera sérieusement abordée au cours de la présente session. Dans un courrier adressé au Président de la Conférence au début de la session, le Président du Comité des ONG pour le désarmement basé à Genève a exprimé le vœu des organisations non gouvernementales de rencontrer le coordonnateur spécial pour voir comment elles pourraient contribuer d'une manière fructueuse aux délibérations concernant leurs relations avec la Conférence. Nous souscrivons à cette proposition.

La session de 2002 est encore à son commencement et nous conservons notre optimisme quant au déblocage des travaux de la Conférence. À cet égard, nous voudrions évoquer le rappel fait par le Secrétaire général de l'ONU dans son message à la séance d'ouverture de la session de cette année: "L'Assemblée générale a unanimement réaffirmé que le multilatéralisme est un principe central de toutes négociations sur le désarmement et la non-prolifération. Elle a souligné la nécessité de réaliser des progrès en matière de coopération multilatérale dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération et de contribuer ainsi à la lutte à l'échelle mondiale contre le terrorisme. J'ai le sincère espoir que la Conférence relèvera ces défis avec dynamisme et détermination." Nous partageons cet espoir.

À l'issue du séminaire international des femmes de cette année, au cours duquel nous avons examiné les questions du terrorisme, de l'ordre mondial, des armes et des missiles de défense, nous vous invitons et vous exhortons à agir tout de suite dans l'intérêt commun des citoyens de la planète. Il est temps de s'attaquer à la prolifération des armes et de prendre des mesures décisives en faveur du désarmement. Nous souhaitons que vous ayez la force d'entreprendre ce travail.»

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je remercie M. Román-Morey, Secrétaire général adjoint de la Conférence, de nous avoir donné lecture du message du séminaire. Je donne maintenant la parole au coordonnateur du Groupe des 21, l'Ambassadeur de Cuba, M. Mora Godoy.

M. MORA GODOY (Cuba) (traduit de l'espagnol): Le Groupe des 21 tient à exprimer sa reconnaissance pour le message que la communauté des organisations non gouvernementales a adressé à la Conférence à l'occasion de la Journée internationale de la femme. Notre groupe aimerait faire part de sa gratitude et de son respect à ces organisations, qui ont fait preuve d'un soutien indéfectible à la Conférence du désarmement, et également pour reconnaître les contributions très importantes qu'elles apportent de longue date à la cause du désarmement

général et complet et, par là, à l'instauration de la paix et de la sécurité internationales, ce dont le message qui nous a été lu par le Secrétaire général adjoint est une nouvelle preuve.

Les membres du Groupe des 21 accordent une très grande valeur au rôle que jouent les femmes dans tous les domaines de la vie et particulièrement dans celui du mouvement international pour la paix. Les femmes, avec leur sensibilité particulière, ont toujours su faire face aux défis que nous devons relever pour réaliser les objectifs que sont le désarmement international et la paix mondiale. C'est donc un honneur aujourd'hui que d'être en mesure de transmettre nos vœux à toutes les femmes du monde et particulièrement à celles qui font ou ont fait partie des délégations qui œuvrent quotidiennement en faveur du désarmement.

Nous adressons également nos vœux à toutes les femmes membres des organisations non gouvernementales qui, par leur message, nous ont encouragés, une fois encore, nous ont donné espoir et nous ont exhortés aux efforts nécessaires pour débarrasser le monde des armes et particulièrement de l'arme nucléaire.

Nous adressons également nos vœux les plus chaleureux à nos collègues dans les cabines d'interprétation et au secrétariat, qui facilitent notre travail et la communication entre nous. Nous voudrions faire part à chacune d'entre elles de nos vœux les plus sincères de santé ainsi que de notre espoir de parvenir, grâce à des efforts communs et dans un avenir relativement proche, à un monde de paix et de sécurité, pour le bien de l'humanité.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je remercie le coordonnateur du Groupe des 21 pour sa déclaration et donne à présent la parole au coordonnateur du Groupe occidental, l'Ambassadeur d'Australie, M. Luck.

M. LUCK (Australie) (traduit de l'anglais): Au nom du Groupe occidental, j'ai le plaisir de souhaiter une chaleureuse et sincère bienvenue à toutes les représentantes d'organisations non gouvernementales qui assistent à la présente séance, à l'occasion de la Journée internationale de la femme. Je voudrais remercier la Ligue internationale de femmes pour la paix et la liberté et le Comité d'ONG sur la condition de la femme pour avoir coordonné l'élaboration du texte de déclaration commune des organisations non gouvernementales qui vient d'être lu par le Secrétaire général adjoint de la Conférence du désarmement.

Nous avons écouté avec un vif intérêt les vues exprimées dans cette déclaration commune et convenons que le monde doit relever des défis importants en matière de sécurité, de limitation des armements ainsi que de désarmement dans un environnement stratégique qui évolue rapidement. De fait, le monde place de grands espoirs dans les progrès de la Conférence. Il importe, plus que jamais, que la Conférence agisse. Pourtant, nous en sommes réduits à partager encore la déception et la frustration suscitées par la stagnation de la Conférence. Nous ne pouvons plus nous le permettre – la Conférence doit commencer à travailler. En conséquence, le Groupe occidental s'associe à l'appel lancé dans la déclaration à la Conférence afin qu'elle adopte un programme de travail immédiatement. À cette fin, le Groupe occidental est prêt à entamer des négociations sur un traité visant à l'arrêt de la production de matières fissiles ainsi qu'à examiner les autres points clefs de l'ordre du jour.

(M. Luck, Australie)

Enfin, au nom du Groupe occidental, je voudrais rendre hommage aux représentantes de la société civile et d'organisations non gouvernementales venues ici défendre la cause du désarmement, la culture de la paix et la compréhension. Je voudrais les assurer que cela demeure notre objectif commun et notre plus haute priorité.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je remercie le représentant du Groupe occidental pour sa déclaration. Je donne à présent la parole à M. Antonov, représentant de la Fédération de Russie, qui prend la parole au nom du Groupe d'Europe orientale.

M. ANTONOV (Fédération de Russie) (traduit du russe): Monsieur le Président, permettez-moi, au nom du Groupe d'Europe orientale, de remercier les représentantes d'organisations non gouvernementales pour leur traditionnel message annuel à l'occasion de la Journée internationale de la femme, dont nous a donné lecture le Secrétaire général adjoint de la Conférence du désarmement, M. Román-Morey. Je saisis cette occasion pour présenter les vœux les plus sincères de notre Groupe aux représentantes de ces ONG, sans oublier les femmes chefs ou membres de délégations, la Directrice de l'UNIDIR et ses collaboratrices, enfin les collaboratrices du secrétariat de la Conférence et les femmes présentes dans les cabines d'interprètes. À toutes, nous leur adressons notre reconnaissance pour leur participation à notre travail et leur soutien précieux.

La contribution des femmes à la campagne pour un désarmement général et complet et pour la stabilité internationale n'a pas de prix. Nous leur sommes reconnaissants des efforts toujours plus importants qu'elles déploient à cet égard et nous sommes certains que notre activité conjointe à la Conférence et au-delà de celle-ci permettra de rendre le monde dans lequel nous vivons plus sûr et plus serein, pour le bien de l'humanité toute entière.

Au nom des délégations membres du Groupe et de ses observateurs, j'adresse à nos collègues tous nos vœux de santé, de bonheur et de bien-être. Je leur souhaite plein succès à nos côtés dans la tâche qui nous incombe.

M. HU (Chine) (traduit du chinois): Qu'il me soit permis, tout d'abord, d'adresser les meilleurs vœux de la délégation chinoise à toutes les femmes présentes parmi nous, à nos collègues, aux représentantes d'organisations de femmes, ainsi qu'aux collaboratrices du secrétariat, à l'occasion de la Journée internationale de la femme que nous célébrerons demain. J'ai écouté attentivement le message des organisations de femmes et je tiens à leur dire combien j'apprécie le souci qu'elles ont du désarmement et du travail de la Conférence.

La Conférence mondiale réunie à Mexico en 1975 à l'occasion de l'Année internationale de la femme a exhorté les gouvernements à donner aux femmes, dans des conditions d'égalité, la possibilité de représenter leur pays auprès de toutes les instances internationales où sont traitées les questions de paix et de coopération internationales, en particulier auprès des organisations des Nations Unies et des conférences traitant du désarmement et de la paix internationales ainsi que des instances régionales. Il est gratifiant de constater que des progrès dans cette direction ont déjà été réalisés. Qu'il me soit permis à cette occasion de rendre un hommage particulier à toutes les femmes diplomates présentes ici. La participation aux travaux de la Conférence du désarmement d'un nombre grandissant de femmes atteste que la communauté internationale

et notamment les femmes aspirent à la paix et se préoccupent toujours plus des travaux de la Conférence. Grand merci à vous toutes!

Non seulement les femmes représentent la tendresse, la douceur et la beauté, mais elles sont aussi l'amour maternel, bienfait de toute l'humanité. Pour différentes raisons, les femmes sont plus souvent le groupe le plus vulnérable de la société et les victimes directes des guerres et des conflits armés. Aujourd'hui, dans bien des régions du monde, les femmes subissent des souffrances indicibles, précisément à cause de la guerre. Elles ont par conséquent plus à cœur de voir la communauté internationale maintenir la paix et la sécurité mondiales par des efforts multilatéraux. Puisque l'un des moyens de parvenir à cet idéal est le désarmement, il est normal que les femmes de tous pays se préoccupent largement des efforts de désarmement et y participent. Les auteurs de la Déclaration de Mexico de 1975 sur l'égalité des femmes et leur contribution au développement et à la paix exhortaient les femmes et les hommes à agir en faveur d'un désarmement réel, général et complet sous un contrôle international efficace en commençant par le désarmement nucléaire. Il est encourageant de constater qu'en 20 années ou plus la communauté internationale a répondu à cet appel en mettant en place un système juridique relativement complet régissant la limitation des armements, le désarmement et la non-prolifération, garantissant ainsi la paix et la stabilité internationales et régionales. Il est essentiel à présent que ce système juridique soit entretenu, consolidé, renforcé et développé au lieu d'être affaibli et mis à mal de quelque manière que ce soit.

En 1995, dans la Déclaration de Beijing adoptée par la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, les femmes du monde entier exprimaient leur ferme volonté de travailler activement à un désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace ainsi que d'appuyer la négociation et la conclusion sans délai d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires qui soit universel et effectivement vérifiable sur le plan multilatéral et qui contribue au désarmement nucléaire et à la prévention de la prolifération des armes nucléaires sous toutes ses formes. Grâce aux efforts énergiques de tous les États membres, ce traité a vu le jour et est à présent ouvert à la signature. Cependant, aujourd'hui nous ne pouvons qu'être préoccupés de ce que ce traité durement négocié soit rejeté et que son avenir paraisse aussi sombre. L'objectif d'une élimination complète des armes nucléaires, qui est l'espoir le plus cher des femmes du monde entier, est loin de se concrétiser. L'événement négatif auquel je faisais allusion tout à l'heure illustre bien les sérieux problèmes auxquels s'achoppe le processus international de limitation des armements, de désarmement et de non-prolifération. Il atteste aussi la persistance de l'état d'instabilité et d'insécurité de notre planète. Nous invitons l'ensemble des membres de la Conférence du désarmement à rejeter les vieux réflexes de la guerre froide et à renforcer le dialogue et la coopération, dans l'intérêt de la sécurité universelle et de la réalisation du développement pour tous.

Alors que nous sommes impatients de participer à la fête de toutes les femmes du monde, qu'il me soit permis de réaffirmer la volonté de la délégation chinoise de s'associer à toutes les femmes dans leurs efforts infatigables en faveur du désarmement et de la sauvegarde de la paix.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je remercie le représentant de la Chine pour sa déclaration. Une autre délégation désire-t-elle prendre la parole à ce stade? Cela ne semble pas être le cas.

Je souhaiterais à présent procéder à la désignation des personnes qui occuperont les postes de coordonnateurs spéciaux établis par la décision prise par la Conférence lors de sa 893^e séance plénière, le 14 février 2002, et publiée sous la cote CD/1667.

J'ai le plaisir de vous informer que les trois groupes de la Conférence ont désigné leurs candidats à ces postes et que, par conséquent, la Conférence est à présent prête à désigner, pour sa session de 2002, l'Ambassadeur de la République de Corée, M. Eui-Yong Chung, comme coordonnateur spécial pour la question du réexamen de l'ordre du jour de la Conférence, l'Ambassadeur de Bulgarie, M. Dimiter Tzantchev, comme coordonnateur spécial pour celle de l'élargissement de la composition de l'instance, et l'Ambassadeur de Sri Lanka, M. Prasad Kariyawasam, comme coordonnateur spécial pour celle de l'amélioration et de l'efficacité du fonctionnement de la Conférence.

Je tiens à souligner qu'il est entendu à cet égard que la répartition proposée de ces postes vaut pour la seule session de 2002 et que le principe de rotation applicable aux postes de coordonnateur spécial comme à toutes les autres fonctions sera respecté, ainsi que le veut le règlement intérieur de la Conférence.

Dans ces conditions, puis-je considérer que la Conférence approuve ces trois désignations?

Il en est ainsi décidé.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Qu'il me soit permis de féliciter chaleureusement les Ambassadeurs Chung, Tzantchev et Kariyawasam de leur désignation et de leur souhaiter plein succès dans l'accomplissement de leurs importantes tâches. Dans le même temps, j'aimerais exhorter les nouveaux coordonnateurs spéciaux à se mettre dès que possible au travail, de manière à nous faire part de leurs conclusions avant la fin de la session de 2002, conformément à la décision publiée sous la cote CD/1667.

Une délégation souhaite-t-elle prendre la parole à ce stade? Cela ne semble pas être le cas.

À la fin de ma troisième semaine de présidence, j'aimerais informer brièvement la Conférence des consultations que j'ai entreprises.

La première tâche qui m'incombait en tant que Président était de prendre le relais de mon prédécesseur, le représentant de l'Égypte, M. Tawfik, qui est parvenu à faire intervenir un consensus sur le rétablissement de trois postes de coordonnateurs spéciaux pour les questions du réexamen de l'ordre du jour de la Conférence, l'élargissement de la composition de l'instance, et l'amélioration et l'efficacité de son fonctionnement.

J'ai donc commencé par tenir des consultations avec tous les coordonnateurs régionaux et la Chine sur la désignation de candidats à ces postes. Comme le veut l'usage, j'ai tenu compte, principalement, de la nécessité d'assurer l'équilibre géographique entre les personnalités. D'autres exigences à cet égard, dont certaines avaient déjà été soulevées en séance plénière, ont été réitérées par les coordonnateurs au cours des consultations. Certains pensaient que les fonctions considérées devraient être soumises à rotation entre les groupes comme par le passé, habituellement au rythme d'une rotation à chaque session. D'autres estimaient que, dans la

mesure du possible, les coordonnateurs désignés l'année dernière devraient pouvoir poursuivre leur travail puisqu'en 2001 ils avaient été désignés vers la fin de la session et n'avaient donc pas eu la possibilité d'accomplir leur mission.

Aujourd'hui, grâce à votre esprit de coopération et de compromis, ces consultations ont abouti et les trois nouveaux coordonnateurs spéciaux sont désignés et prêts à entreprendre leur travail, ainsi qu'il en a été décidé.

Depuis le tout début, j'ai entrepris des consultations parallèles avec les coordonnateurs régionaux et la Chine sur les possibilités de faciliter le consensus s'agissant du programme de travail de la Conférence. Bien entendu, j'ai basé mes consultations sur le travail déjà accompli par mes prédécesseurs. Je n'ai pas jusqu'ici enregistré d'évolution notable des positions des différents groupes qui nous aurait permis de nous concentrer sur l'élaboration de propositions spécifiques de nature à nous faire progresser. J'ai fait les mêmes constatations générales que mes prédécesseurs; les différents groupes sont toujours d'accord pour penser que la proposition de programme de travail figurant dans le document CD/1624 constitue un point de départ de consultations ultérieures. En revanche, lors des séances plénières de la présente session, nous avons noté certains faits nouveaux encourageants concernant la position de plusieurs États membres. Vous vous souviendrez que certains États membres se sont dits prêts à adopter le programme de travail proposé sous sa forme actuelle. En outre, des déclarations précédentes ont été confirmées qui indiquaient clairement que les organes subsidiaires envisagés dans le document CD/1624 pour les différents points de l'ordre du jour pourraient, en principe, être acceptés par tous à présent. Je dois toutefois souligner que des divergences de fond demeurent s'agissant des mandats à donner aux organes subsidiaires sur le désarmement nucléaire et la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Avec votre aimable coopération, je vais mettre à profit le reste de mon mandat pour examiner plus avant cet aspect du programme de travail.

En conclusion, je veux insister sur la nécessité de poursuivre un dialogue constructif entre les membres de la Conférence lors des séances plénières. La session de 2002 a été jusqu'ici marquée par la volonté renouvelée des États membres d'utiliser ce mécanisme – qui est en fait un des nombreux mécanismes à notre disposition à ce stade – pour avancer les travaux de la Conférence.

J'espère sincèrement que nous allons continuer dans cet esprit.

Avant de lever la séance, je propose aux coordonnateurs de groupe que nous nous réunissions à l'issue de celle-ci dans la salle I, comme d'habitude.

Nos travaux sont terminés pour aujourd'hui. La prochaine séance plénière de la Conférence se tiendra le jeudi 14 mars, à 10 h.

La séance est levée à 11 heures.